

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 20 JANVIER 2017

SOMMAIRE

- 1) **Les vilains en prison !**
- 2) **Montebourg va rassembler...**
- 3) **On se bidonne avec Macron !...**
- 4) **Des maires d'Ile-de-France...**
- 5) **Valls : mêmes erreurs que Sarko**
- 6) **Il bouscule les gauches...**
- 7) **Débat de la dernière chance...**



Gérard Diez La Presse en Revue



MEILLEURS VOEUX

I) La justice met moins d'un jour pour condamner le jeune qui a giflé Valls à de la prison avec sursis. Les Balkany ou Cahuzac ne sont toujours pas condamnés !



Moins de 24 heures après les faits, le jeune homme de 18 ans qui a donné une légère gifle à Manuel Valls est déjà condamné par la justice.

Il devra exécuter 105 heures de travail d'intérêt général et fera 3 mois de prison avec sursis. Nous ne soutenons pas les idées du breton ni son geste mais il est étonnant de voir à quel point la justice peut être rapide.

Les procès des **époux Balkany**, de **Patrick Cahuzac** ou de **Serge Dassault** traînent en longueur.

A croire que la justice n'est pas la même selon que **l'on a du pouvoir ou que l'on en a pas.**

lesriches.info

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Montebourg soigne sa gauche et cosigne une tribune avec les patrons du PCF et de la CGT



COMPATIBLE - Arnaud Montebourg signe mercredi, à quatre jours de la primaire, une tribune dans *Le Monde* prônant la réindustrialisation de la France, un principe qui lui est cher. Un texte cosigné avec Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF, mais aussi Eric Coquerel, lieutenant de Jean-Luc Mélenchon, et Philippe Martinez, patron de la CGT.

Vincent Michelon

A quatre jours du premier tour de la primaire, c'est plus qu'un message subliminal. L'ex-ministre de l'Économie Arnaud Montebourg cosigne mercredi dans *Le Monde* une tribune plaidant pour la réindustrialisation de la France, seule susceptible selon ce texte de rendre sa dynamique à l'économie hexagonale. Rien de surprenant a priori, puisqu'il s'agit de l'un des thèmes fétiches du défenseur du "made in France".

Ce qui interpelle, ce sont les signatures qui s'associent à la tribune. Le nom d'Arnaud Montebourg côtoie celui du secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, ainsi que ceux d'Eric Coquerel et de Danielle Simonnet, responsables

du Parti de gauche et lieutenants de Jean-Luc Mélenchon, des patrons de la CGT, Philippe Martinez, et de FO, Jean-Claude Mailly. Le texte est également assumé par l'économiste du Parti de gauche, Jacques Généreux, et des parlementaires socialistes proches d'Arnaud Montebourg. Il cherche à rassembler à gauche

A l'heure où Arnaud Montebourg et Benoît Hamon (voire aussi Vincent Peillon) se livrent une âpre bataille pour capter l'électorat à gauche de la gauche et tenter un rapprochement avec les communistes et Jean-Luc Mélenchon en vue du premier tour de la présidentielle, la démarche du candidat n'est évidemment pas anodine. A longueur de réunions et de stand up, l'avocat du "made in France" ne cesse de lancer des messages à l'attention des alliés rêvés de la présidentielle. Voici ce qu'il disait début janvier :
Le lendemain de ma désignation comme vainqueur de la primaire, je téléphonerai à Jean-Luc Mélenchon. On va essayer de s'unir Arnaud Montebourg

Côté communiste, les militants ont certes décidé, à une courte majorité en novembre, de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon, mais Pierre Laurent n'a jamais caché sa préférence pour une

alliance des forces de gauche à la présidentielle derrière un seul candidat, incluant l'aile gauche du PS, et précisément Arnaud Montebourg. A son actif, ce dernier vient d'ailleurs d'obtenir le soutien de Gérard Filoche, figure socialiste de l'opposition à la loi Travail.

Côté Mélenchon, en revanche, c'est loin d'être gagné. Le candidat de La France insoumise, en campagne depuis un an, a appelé les militants à boycotter la primaire et promis, lors de sa rentrée politique, de rester candidat "quoiqu'il arrive, quelque coup de téléphone que l'on souhaite lui passer". A défaut de convaincre le leader de gauche, Arnaud Montebourg peut espérer que son message sera passé auprès des militants de "l'autre gauche" qui hésitent à aller voter dimanche.

lci.fr

III) Macron survole les sondages, mais s'ensable à Lannion



Macron, bidon ?

Ancien de la banque Rothschild, ex-conseiller de Hollande, feu ministre de l'économie, spécialiste des petites phrases qui hérissent à gauche, Macron est adoré par les sondeurs et les médias. Une nouvelle bulle ?

Et les medias macronisés continuent de macroniser. C'est une rubrique quotidienne de la macronisation galopante, qu'il faudrait tenir, pour déployer toute la palette des techniques de la prophétie auto-réalisatrice. Après le sondage bidon de l'IFOP qui le testait au second tour (alors qu'il ne passe pas le premier), après les articles qui, pareillement, l'envisagent en sauveur du second tour, voici un reportage de France 2, expliquant que le vainqueur de la primaire de la gau du PS de janvier pourrait bien se rallier à Macron. Attention, révélations fracassantes : "Et si c'était lui ? Voici l'histoire secrète".

Le reportage est signé de Maryse Burgot,

accréditée de France 2 à l'Élysée. Il est truffé de confidences anonymes des "proches" ou des "visiteurs du soir" de Hollande. Un "visiteur du soir" a ainsi confié à Burgot : "Macron est en train de réussir son coup". Des proches de Hollande le rejoignent. Quant à Royal, selon "un proche de Macron", "elle n'est pas encore en marche, mais elle est en sympathie". Un dirigeant PS : "Macron et Ségolène, c'est comme si c'était fait". Enfin, un proche de Hollande (anonyme) : "un finaliste mal placé dans les sondages, on aura une pression de la base pour que notre finaliste se retire. Si notre candidat est à 10% dans les sondages, ce sera un bordel noir. Et que Valls le veuille ou non, on ira chez Macron".

Après tout, pourquoi pas ? Il est tout à fait possible que le vainqueur de la primaire du grand froid, pris dans la tenaille Macron-Mélenchon, soit dans l'incapacité de se maintenir jusqu'à l'élection. Mais toute l'enquête-fiction de Burgot, sans jamais le dire, se fonde sur la seule hypothèse d'une victoire de Valls à la fameuse primaire du glagla. Que Montebourg ou Hamon la remportent, et ils ont déjà annoncé qu'ils discuteraient avec Mélenchon, plutôt qu'avec Macron. Mais dans l'esprit de Burgot, une victoire de Hamon ou de Montebourg n'est tout simplement pas concevable, comme pour tous ses semblables, naguère, une victoire du Brexit, ou de Trump.

Ainsi la presse macronisée multiplie-t-elle les sondages, les enquêtes, les analyses, au conditionnel futur. Comparez simplement le volume de ces bavardages aux enquêtes consacrées au bilan du Macron ministre. Par exemple, tiens, sur les sables coquilliers de la baie de Lannion. Oui, les sables truffés de délicieux morceaux de coquillages, très recherchés pour fertiliser les terres agricoles bretonnes, mais dont l'extraction présente de graves inconvénients, aussi bien pour la faune sous-marine, que pour les côtes qui peuvent être menacées par l'érosion. Pêcheurs, plongeurs, riverains, se battent contre leur extraction. L'an dernier, une manif avait réuni 5000 personnes à Lannion, tandis que les militants remettaient le sable à la mer, devant les caméras de France 3.



En meeting à Quimper, le 16 janvier, Macron a nié avoir autorisé leur extraction. Sa déclaration a été pieusement recueillie par France 3 Bretagne, qui s'en tient là. Mais comme d'habitude, les Décodeurs du Monde ont sorti leurs bouteilles, et plongé dans les archives. Bingo : Macron, alors ministre, a bien signé en 2015 le décret autorisant l'exploitation pour quinze ans des fameux sables, l'assortissant (a posteriori) d'une guirlande de conditions que le concessionnaire s'est empressé de ne pas respecter, puisque le gentil ministre avait oublié de l'y obliger. Vous voulez voir Macron foncer droit dans un bon gros mensonge ? Vous voulez le surprendre, le Macron qui ne marche pas sur les eaux, qui n'est pas en lévitation, et dont le nez s'allonge ? Regardez-le, dans cette interview à France 3 Bretagne. Et regardez-le bien. Il y a peu de chances que les chaînes nationales vous le montrent ainsi.



30 janvier 2014, Bussy-Saint-Georges. (LIONEL BONAVENTURE / AFP)

Toute l'histoire se déroule à quelques kilomètres de Paris, à peine. Parmi les protagonistes figurent surtout des maires. Mais aussi un promoteur immobilier richissime, sympathique, chaleureux, aimant les courses de chevaux, les voyages au Portugal et l'argent. Ainsi que certains représentants de l'Etat en Île-de-France : préfet, commissaire de police...

Ce beau petit monde est aujourd'hui dans le viseur des enquêteurs de l'inspection générale de la police nationale (l'IGPN, surnommés les bœufs-carottes), qui tentent depuis un an et demi de comprendre comment cette petite société s'est organisée, bien souvent au mépris de la loi, pour s'enrichir personnellement sur fond d'argent public.

D'après nos informations, deux élus ont été placés en garde à vue ce mercredi 18 janvier dans le cadre de l'information judiciaire ouverte au départ pour des faits de blanchiment, faux et usage de faux, abus de bien social et qui s'est élargie à de la corruption et du trafic d'influence. Dans la soirée, l'une de ces gardes à vue a été levée.

Un ancien proche d'un de ces élus a lui été mis en examen. Cette enquête, dans un autre de ses volets, a déjà éclaboussé il y a environ un an le préfet Alain Gardère, un ex-proche de Sarkozy, mis en examen pour corruption.

D'autres maires doivent être entendus dans les prochains jours. Le patron du groupe immobilier France Pierre, Antonio De Sousa, 68 ans, a lui déjà été mis en examen pour corruption, abus de biens sociaux, et complicité, trafic d'influence. Sa société est l'une des plus importantes en Île-de-France : elle revendiquait un chiffre d'affaires de plus de 80 millions d'euros en 2014, grâce notamment à de très nombreux marchés publics. L'enquête déjà tentaculaire, à laquelle "l'Obs" a pu avoir accès, démontre le quotidien d'une corruption ordinaire...



Par Daniel Schneidermann

arretsurimages.net

IV) Plusieurs maires d'Île-de-France corrompus par un promoteur immobilier ?

INFO OBS. Un maire et un ancien élu d'Île-de-France ont été placés en garde à vue, dans une gigantesque affaire de corruption sur fond de spéculation immobilière. L'un a été libéré.

Violette Lazard



Antonio De Sousa sur Paris-TurfTV le 13 mai 2015. (Capture d'écran TV)

Maison en Corse contre programme immobilier ?

Jean-François Oneto, l'une des deux personnes placées en garde à vue ce matin, est l'actuel maire Les Républicains d'Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne). Il est soupçonné d'avoir reçu de l'argent de la part de la société France Pierre, en échange d'attribution de marché public. Lui-même a toujours nié les faits... Les éléments recueillis par les enquêteurs au cours de leurs investigations semblent pourtant coriaces.

D'origine corse, né à Ajaccio, l'édile aurait ainsi acquis un terrain pour 500.000 euros à Lumio, sur l'une des plus belles côtes de l'île (juste au-dessus de Calvi) dans des conditions plus que douteuses. En septembre 2010, les enquêteurs ont découvert que la société France Pierre avait effectué un virement de 662.000 euros sur le compte de la société Lamas, un de ses sous-traitants.

Quel lien avec Oneto ? Le trajet que va emprunter ensuite l'argent est rocambolesque. A partir des comptes bancaires de Lamas (qui ont donc pu être utilisés comme "écran" par France Pierre), 531.000 euros sont transférés vers une étude notariale, chargée de l'achat du terrain en Corse.

C'est finalement la société SCI Nichjaretu, constitué de Jean-François Oneto et de sa famille qui achète le terrain le 17 septembre 2010 à

hauteur de 500.000 hors frais de notaire...

Est-ce un cadeau de la société France Pierre, en remerciement des bonnes relations entre l'entrepreneur et le maire ?

"Antonio De Sousa m'avait indiqué à l'époque que ce virement était destiné à monsieur le maire d'Ozoir, Jean-François Oneto, pour acheter une maison en Corse."

C'est ce que confirme l'un des représentants de la société Lamas, Armindo Dias Fernandes, qui a donc vu passer de l'argent sur ses comptes... et a gardé au passage une petite somme.

Entendu sur ce point lors de sa garde à vue en avril dernier, Antonio De Sousa a déclaré :

"Je ne sais rien de cette opération ni de ces mouvements bancaires. J'ignorais même que Jean-François Oneto avait un terrain en Corse."

Antonio De Sousa dira encore devant des juges d'instruction, étonnés de relever 114 appels entre les deux hommes sur un laps de temps très court :

"A partir du moment où on travaille avec une commune, on est obligé d'avoir des bonnes relations. Mais ce n'est pas un ami, c'est quelqu'un que je respecte."

L'édile devra également s'expliquer sur les conditions dans lesquelles il a acquis en 2009 un appartement trois-pièces de standing, avec terrasse et jardin privatif pour un prix paraissant dérisoire (250.000 euros) dans les résidences "Les jardins de Mélanie"... Un programme immobilier mis en place par la société France Pierre à Ozoir-la-Ferrière...

L'avocat du maire n'a pas pu être joint par « l'Obs ».

Une caisse noire pour l'édile ?

L'autre personne placée en garde à vue mercredi, avant d'être libérée à 17 heures, est l'ancien maire de Bussy-Saint-Georges (Seine-et-Marne), Hugues Rondeau (CNIP). "Aucune charge n'a été retenue contre lui, il ne repart pas avec une convocation devant un juge", explique son avocat, Me Alexis Guedj.

D'après nos informations, ce sont surtout les agissements de l'un de ses anciens collaborateurs, Philippe Lohmuller, qui intriguent les enquêteurs. Ce dernier a d'ailleurs été mis en examen dans la soirée de mercredi...

Quel rôle exact, en sus de son titre formel de "collaborateur du maire" et "directeur du développement économique", cet homme a-t-il véritablement joué au sein de la mairie ? Philippe Lohmuller est par ailleurs un des proches d'Antonio De Sousa depuis de nombreuses années.

Selon de nombreux chefs d'entreprise interrogés au cours de l'enquête, l'homme aurait pu, par le biais de sa société censée vendre de l'événementiel sportif, aider l'élu à se constituer une caisse noire... Le patron d'une société de menuiserie de Seine-et-Marne (sous-traitant de France Pierre) explique ainsi avoir réglé plusieurs factures à la société de Lohmuller pour 30.000 euros... Il raconte aux enquêteurs :

"Lohmuller s'était présenté avec Antonio De Sousa en nous présentant une facture au nom de sa société Philippe de Noyers, soi-disant pour que nous réglions des packages pour des soirées VIP lors de matchs de football. C'est arrivé plusieurs fois. J'ai pu accepter un temps ces factures mais lorsque je m'y suis opposé, De Sousa m'a dit qu'il fallait les payer parce que cela servait à alimenter une caisse pour la mairie de Bussy."

Ces factures ont-elles donné lieu à des

prestations ? Notre chef d'entreprise poursuit :

"Je suis formel. Ces deux factures ne correspondent à aucune prestation réelle et je les ai bien payées à la demande de cette société et d'Antonio De Sousa pour continuer à travailler sur les chantiers."

L'un des rapports d'enquête, en date du mois de mai dernier, enfonce encore un peu plus le clou. "Des perquisitions au siège de trois sous-traitants récurrents de France Pierre [...] permettaient de trouver quelques factures Philippe De Noyers dans chacune de ces structures. Les auditions de leurs dirigeants confirmaient [...] qu'elles ne correspondaient pas à de réelles prestations. Ces règlements étaient assortis de promesses de futurs chantiers." Chez France Pierre, également, de telles factures ont été retrouvées.

Ces petits services ont-ils permis à France Pierre de construire plus de 1.000 logements à Bussy-Saint-Georges ? Interrogé sur ce point, Antonio De Sousa s'est défendu de toute corruption. Dans cette ville, ce n'est pas la mairie qui attribue les marchés, mais un organe indépendant, a-t-il expliqué. Les factures qu'il a réglées à l'adjoint d'Hugues Rondeau ont donc bien servi à acheter du vin. Il le jure. Pas des votes. Pas des marchés publics.

Une affaire qui continue

Dans les jours et semaines qui viennent, d'autres maires devraient être entendus. Les enquêteurs soupçonnent par exemple Sinclair Vouriot, le maire (CNIP) de Saint-Thibault-des-Vignes (Seine-et-Marne) de s'être fait construire une piscine, un garage et l'extension de sa maison par une société proche de France Pierre. Montant total des travaux jamais honorés : 100.000 euros.

Interrogé par "Le Parisien" sur ces points, le maire avait nié l'existence d'avantages en nature... Il a juré avoir payé. Lors d'une perquisition à son domicile en juillet dernier, les enquêteurs ont pourtant bien retrouvé trace des devis. Mais les relevés bancaires du maire ne montrent aucune trace de paiement significatif... Les enquêteurs remarquent simplement que France Pierre a réalisé un programme immobilier dans la ville de Sinclair Vouriot.

"En plus des maires, des responsables policiers anciennement en poste dans le département, commissaires, préfets, sont également concernés par l'enquête, indique une source proche du

dossier.

"Ils ont pu obtenir des appartements à des prix situés en-dessous du marché, se faire payer des voyages au Portugal... Cette affaire ne fait que commencer."

Violette Lazard Journaliste

nouvelobs.com



LAPRESSEENREVUE.EU

V) "Manuel Valls fait les mêmes erreurs que Nicolas Sarkozy", estime le député Pascal Cherki

"Il est comme un cycliste qui pédale à vide après avoir déraillé", a lancé le porte-parole de Benoît Hamon dans l'émission ".pol"

Alexandre Boudet
Journaliste politique et vie de la Cité au HuffPost

POLITIQUE - Ce n'est pas le premier à faire la comparaison. "Manuel Valls n'est pas Nicolas Sarkozy sur le fond, c'est un homme de gauche. Mais je trouve que dans cette campagne il fait les mêmes erreurs", estime Pascal Cherki. Ce jeudi 19 janvier, le porte-parole de Benoît Hamon était l'invité de ".pol", la webémission politique du HuffPost en partenariat avec Linternaute.com Le JDD et Le Lab d'Europe 1.

Avec cette image, le député frondeur trouve une nouvelle manière de décrédibiliser l'ancien premier ministre. Il s'explique. "Quand vous êtes quelqu'un qui cristallise extrêmement sur votre personne par rapport à la manière dont vous vous êtes comporté au pouvoir votre objectif doit être de rassembler et de reconnaître lucidement vos difficultés. Or il a commencé par le faire de la manière la plus caricaturale sur l'élément où il est le moins crédible à savoir le 49-3", estime l'élu parisien.

Pascal Cherki avance une autre erreur: "Il surjoue la posture de présidentialité. Mais il fait une erreur car ce n'est pas une question de posture. On ne peut pas lever le menton au début de la campagne alors qu'on a baissé la tête sur les valeurs de gauche pendant un quinquennat. Vous êtes presidentialiable aussi parce que vous êtes porté par un élan populaire sinon vous êtes comme un cycliste qui pédale à vide quand il a déraillé", dit-il.

Pour Pascal Cherki, "Valls fait les mêmes erreurs que Sarkozy"

<http://dai.ly/x590q5i>

Le Huffington Post

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Vu de l'étranger. Benoît Hamon, le candidat qui bouscule les gauches

Courrier international - Paris



Benoît Hamon lors d'une rencontre avec les Jeunes socialistes, le 14 janvier à Paris. AFP PHOTO / BERTRAND GUAY

Presque inconnu de la presse étrangère il y a peu, Benoît Hamon est à présent perçu comme l'un des grands favoris de la primaire à gauche par les médias internationaux. Et ce, à leur grande surprise, grâce à son programme marqué très à gauche.

Le Corbyn français accélère brusquement dans la course présidentielle à gauche”, titre ce 19 janvier **The Times**. Mieux, pour le quotidien britannique, Benoît Hamon se trouve désormais “extrêmement bien placé pour remporter la primaire” et cela grâce à “son programme d’extrême-gauche qui promet la légalisation du cannabis et la création d’un revenu universel”.

Un parcours remarqué aussi en Allemagne par **Zeit Online** :

Cet historien à l'allure juvénile est de plus en

plus populaire – ce qu’il doit au fait qu’il va bien plus loin que ses concurrents : il demande un revenu universel de base inconditionnel et défend une politique économique qui se détourne du dogme de la croissance.”

“L’autre gauchiste”

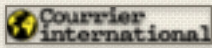
Avec Arnaud Montebourg, il représente “l’autre gauchiste” de la primaire, juge **Newsweek**. “Il est le candidat qui a le plus excité la gauche radicale à l’étranger, relève le magazine américain. Et cela est largement dû à son engagement pour un revenu universel, un salaire minimum versé à tous les citoyens. Une idée très à la mode à gauche.”

Autre proposition d’Hamon soulignée dans la presse anglo-saxonne : sa “taxe sur les robots”, qui compenserait les pertes d’emploi liées à ces machines. Une idée qualifiée de “blague” par le quotidien conservateur britannique **The Daily**

Telegraph, qui ironise : “Il a oublié de préciser si les robots devaient aussi respecter les 35 heures.”

Bien placé, le Finistérien doit encore transformer l’essai lors du scrutin, et ce grâce au débat télévisé de ce jeudi 19 janvier, estime le journal espagnol **El Mundo** :

Peut-être dépassé par la nécessité de confirmer dans les débats les attentes croissantes qu’il suscite, Hamon s’y montre relativement terne. Mais jamais décevant.”



VII) Troisième débat de la primaire à gauche : nous avons noté les candidats

Le service politique du Parisien



C’était le dernier débat avant le premier tour de dimanche.
(AFP/ Eric FEFERBERG.)

Qui, des socialistes Benoît Hamon, Arnaud Montebourg, Vincent Peillon, et Manuel Valls, de la radicale de gauche Sylvia Pinel ou des écologistes Jean-Luc Bennahmias et François de Rugy a remporté le débat ?

Le jury du Parisien a délibéré. Les journalistes du service politique ont noté ce dimanche la prestation de chacun des candidats de ce troisième débat de la primaire de la gauche selon cinq critères. La précision, le style, le fair-play, la

meilleure formule et la combativité. Chaque journaliste a proposé une note sur dix points. Celle que nous vous proposons résulte donc d’une moyenne.

ARNAUD MONTEBOURG : 7/10

Eloquent. Il a tardé à rentrer dans le match. Arnaud Montebourg a commencé à laisser passer les échanges entre Benoît Hamon et Manuel Valls avant de se mêler à la danse. L’ancien ministre économique, qui avait bridé sa nature dans les deux précédents débats, a ensuite retrouvé son éloquence et son punch. A-t-il convaincu sur le cœur de son projet, le redressement économique? Le temps lui aura sans doute manqué. Comme pour expliquer sa proposition de « clauses d’embauche pour les jeunes des quartiers populaires » .Néanmoins une bonne prestation dans l’ensemble.

MANUEL VALLS : 7/10

Ferme. Moins crispé et moins sur la défensive qu’au cours des deux premiers débats, l’ancien Premier ministre a même forcé des zygomatiques, esquissant quelques rictus - moqueurs ? - à l’endroit de ses concurrents. Il avait aussi aiguisé son sens de la formule, en lâchant à propos de la maîtrise des déficits qu’il ne veut pas « d’une gauche qui fait des propositions à crédit pour perdre ensuite son crédit ». Valls a limité jeudi soir la casse, après une séquence délicate marquée par la gifle reçue mardi en marge d’un déplacement en Bretagne.

BENOIT HAMON : 6,5/10

Solide. Tout sauf Hamon ? Ce jeudi, tous les candidats, sauf Bennahmias qui lui a lâché un « Benoît, te décourage pas ! », sont tombés à bras raccourcis sur Benoît Hamon et son revenu universel. Pas de quoi désarçonner l’ex-ministre de l’Education : « On se pose toujours la question de combien ça coûte, jamais de combien cela rapporte », riposte-t-il. Interrogé sur sa méthode pour réduire la dette, il s’en tire en comparant dette comptable et dette environnementale : « On peut négocier avec un banquier, mais pas avec la planète. »

FRANÇOIS DE RUGY : 6/10

Cohérent. Premier signe distinctif : une cravate bordeaux quand les autres en arborent une bleue... François de Rugy reste fidèle à ses

thèmes de prédilection, l'écologiste propose « qu'il y ait un plan santé environnementale », que l'on fasse la chasse aux perturbateurs endocriniens. Il veut imposer la viande française dans les cantines et 100 % d'énergie produite en France en 2050. Qualifié, par le journaliste Fabien Namias, de libre échangiste, Rugby répliquera : « Ni sur le plan économique, ni sur un autre plan. » Suscitant rires sur le plateau.

VINCENT PEILLON : 5,5/10

Sérieux. Comme lors des précédents débats, le professeur Vincent Peillon a conservé son côté donneur de leçons. Le ton est posé, mais l'eurodéputé est parfois mordant. Sur le chiffrage des programmes, Peillon a ainsi ciblé Hamon et sa proposition de revenu universel. « Assez d'une gauche qui fait des promesses et déçoit le lendemain », a-t-il taclé, dénonçant le manque de crédibilité de son camarade. Pour lutter contre les inégalités, il a défendu la création d'un véritable service public des maisons de retraite pour les rendre plus accessibles.

JEAN-LUC BENNAHMIA : 4/10

Spontané. « On parle de la santé et de l'environnement ! Génial ! », a-t-il lancé d'emblée hier. Ainsi est Jean-Luc Bennahmias, spontané... et (très) décalé. Pas toujours crédible, il aura eu le mérite de détendre l'atmosphère. Mais pas que... Ravi d'être là, il a défendu quelques idées avec conviction, et mis sa brouillonne énergie au service de Benoît Hamon et de son revenu universel : « la seule idée nouvelle », a-t-il félicité le candidat de l'aile gauche avant de le prier de ne pas se « décourager ». Au-delà de son score dimanche, il a déjà remporté le prix de la sympathie !

SYLVIA PINEL : 3/10

Scolaire. Placée au centre du dispositif à l'issue d'un tirage au sort, Sylvia Pinel n'aura pas réussi à s'imposer dans ses échanges à l'issue de ce dernier débat. Un signe ? La radicale de gauche Sylvia Pinel, ex-ministre du Logement a souvent été très en retard au niveau du temps de parole. Visiblement mal à l'aise au début de l'émission, elle annonce ses réponses d'une voix monocorde avant de gagner en assurance autant qu'en précision au fil des échanges.

**A Suivre...
La Presse en Revue**